



Agir pour la santé des femmes, agir pour la collectivité!

Le 28 mai est la *Journée internationale d'action pour la santé des femmes*. Nous souhaitons profiter de cette occasion afin de remettre les pendules à l'heure en replaçant en contexte plusieurs arguments non fondés des discours antiféministes et en questionnant le traitement médiatique préoccupant que nous observons de plus en plus sur les meurtres de femmes ou d'enfants par leurs conjoints. Ces discours s'attaquent aux droits des femmes, remettent en cause les luttes historiques menées par celles-ci afin d'améliorer leurs conditions et minimalisent la violence faite aux femmes. Les femmes ne sont toujours pas les égales des hommes, encore moins en avance sur eux en termes de droits et de libertés, surtout dans un contexte de crise économique sévère et de privatisation grandissante de notre système de santé! Ces deux phénomènes affectent plus sévèrement les femmes au niveau de leur revenu et de leur santé, entre autres choses.

L'absence de fondements de l'antiféminisme

«Pour donner aux femmes la place qui leur revient, y-a-t-il d'autres solutions que cette féminisation insensée des hommes?» demande l'auteure psychanalyse française Hélène Vacchiali dans son essai *Ainsi soient-ils*. Cette interrogation illustre bien les attaques contre les acquis des femmes, sans compter le lancinant discours sur la discrimination dont les hommes seraient victimes. Le mouvement des femmes aurait réalisé l'égalité des sexes et aurait même relégué les hommes au second rang. Mesdames, reprenez-vous! Vous êtes allées trop loin! La stratégie des antiféministes est de faire croire que l'égalité est atteinte et que «trop» de gains pour un camp enlève systématiquement à l'autre. Pourtant, ce pourquoi les femmes luttent, et lutteront encore, ne va pas à l'encontre des droits des hommes, bien au contraire.

L'égalité atteinte : illusion d'optique encore en 2009

Grâce à de chaudes luttes la situation des femmes s'est beaucoup améliorée au cours des dernières décennies. Et pourtant, l'égalité femmes/hommes n'est pas encore atteinte. Elles gagnent le 2/3 du salaire des hommes et elles occupent en majorité les emplois précaires et sous-payés (60%). Quand elles ne travaillent pas, elles sont les plus pauvres parmi les pauvres (Gouvernement du Québec, *D'égale à égal? Un portrait statistique des femmes*, 2007). Ce sont principalement elles qui assument la responsabilité des enfants, de leurs proches malades ou handicapés (75% des aidants naturels sont des femmes); ce sont elles qui écopent très souvent de la double et parfois triple tâche quotidienne (travail à l'extérieur, travail domestique, responsabilité des enfants et/ou parents). Finalement, ce sont elles qui sont violées, violentées, agressées et assassinées dans la majorité des cas.

Gains pour les femmes, pertes automatiques pour les hommes et crise meurtrière

Ce discours antiféministe s'attaque aussi aux gains obtenus de haute lutte par les femmes dans le domaine de la santé et des services sociaux et oppose systématiquement «trop de ressources pour les femmes et pas assez pour les hommes». Ces attaques se vérifient aussi lorsqu'un homme assassine sa conjointe et/ou ses enfants. Un dossier spécial sur la santé des hommes est paru dans *L'Actualité médicale* de janvier 2009, soulignant qu'en 2007-2008, le montant des subventions directes allouées aux organismes communautaires spécifiques aux hommes en difficulté

était de 8 millions\$ alors qu'il est de 87 millions\$ pour les organismes communautaires spécifiques aux femmes. Dans un rapport publié en 2003 par le *Comité de travail en matière de prévention et d'aide aux hommes*, appelé communément le «rapport Rondeau», il est question des réalités des hommes que la société refuserait de reconnaître et auxquelles les services de santé et les services sociaux devraient mieux répondre. La nature des hommes serait mise de côté dans notre société et la féminisation galopante des professions en éducation, santé et services sociaux ne permettrait pas à ces hommes de l'exprimer, cette fameuse «nature» ! Un tel discours présuppose que les hommes sont victimes d'un système contraignant extérieur à eux et ne peuvent changer, déresponsabilisant ceux-ci.

Il est regrettable, encore en 2009, de lire de telles comparaisons simplistes sans une sérieuse remise en contexte. Selon un document de 2008 de *Statistique Canada*, les femmes sont toujours les plus susceptibles d'être les victimes dans les affaires de violence conjugale signalées à la police, 8 victimes de violence conjugale sur 10 sont des femmes, nombre effrayant quand on sait que seulement 10% des cas de violence sont dénoncés à la police. La même année, le Québec a enregistré la plus forte proportion d'affaires de violence conjugale au Canada : 20% des affaires de violence enregistrées étaient des affaires de violence conjugale. Et ce pourcentage ne fera qu'augmenter quand on voit les meurtres de femmes et des enfants par leurs conjoints et pères se multiplier depuis le début de la crise économique. On peut d'ores et déjà parler de crise meurtrière...

Dans un article paru dans *Le Devoir* le 15 avril 2009, Yanick Dulong et Richard Poulin amènent un argument de poids qui est bien souvent ignoré et tu dans les discours sur la violence des hommes: «Les groupes sociaux les plus opprimés développent des mécanismes individuels et collectifs de défense et des stratégies pour lutter contre les inégalités et les discriminations. Ce n'est pas le cas pour les membres du groupe dominant qui sont moins bien préparés à encaisser les échecs. Quand des hommes, pour qui le travail régulier et bien rémunéré va de soi, perdent leur statut et croient que les groupes discriminés réussissent mieux qu'eux, leur amertume peut se transformer en violence. Ce qui fut le cas de Marc Lépine.» C'est ce à quoi on assiste avec les propos antiféministes. Les discours antiféministes accusent les femmes du «recul» des hommes et déresponsabilisent ceux-ci de toutes les formes de violence dont sont victimes les femmes partout dans le monde. Et, qu'on le veuille ou non, dont les agresseurs sont majoritairement des hommes.

Pour la santé de toutes et tous!

Le mouvement féministe revendique un système de santé réellement public, gratuit et accessible et la fin de toutes les formes de violences. Il réclame le respect de la *Loi canadienne sur la santé* qui prévoit que tous les services médicalement nécessaires sont fournis gratuitement et sont accessibles pour tous et toutes indépendamment de leur état de santé ou de leur capacité de payer. Enfin, le mouvement féministe réclame depuis longtemps une prise en compte, par les gouvernements, des différentes problématiques sociales des collectivités afin de s'attarder réellement sur les causes de ces problématiques et non de travailler uniquement sur leurs conséquences. Des gains pour tout le monde, pas de pertes ou d'échecs pour personne, femme ou homme!